

Avis de tempête

Dans un calme relatif, durant les sept mois successifs à l'élection présidentielle du dernier 18 juillet qui consacra la victoire du président Mohamed Ould Abdel Aziz, la scène politique et sociale pourrait entrer en forte ébullition, au cours des prochains jours. Une tendance lourde: les opportunités du dialogue inclusif, sur la base de l'accord politique de Dakar, s'évanouissent comme un lointain mirage. Illustration avec le raidissement des positions de l'opposition dont la Coordination va, désormais, s'affronter à une Coalition des Partis de la Majorité (CPM), portée, cette semaine, sur les fonds baptismaux. Un nouveau cadre organisationnel de la majorité parlementaire et présidentielle dont les principales

Suite en page 3



Météo politique et sociale

Avis de tempête

Suite de la Une

composantes ont pour nom: Union Pour la République (UPR), Parti Réciprocitaire pour la Démocratie et le Renouveau (PRDR), Union pour la Démocratie et le Progrès (UDP). Le regroupement exige, de l'opposition, une reconnaissance préalable de la "régularité" de la victoire du président Mohamed Ould Abdel Aziz, avant l'ouverture de tout dialogue. Résultat: anéantissement de toute possibilité de débat élargi sur les préoccupations majeures du pays.

Cette absence de concertation sur les problèmes politiques nationaux tranche avec la transition du CMJD et le règne de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallah, périodes marquées par un réel et permanent débat, entre pouvoir et opposition. A titre d'exemple, les rencontres régulières - trimestrielles - entre le président de la République et le chef de file institutionnel de l'opposition, conformément au texte attribuant un statut à l'opposition démocratique. On en est, du coup, revenu à la case Taya, avec une majorité réclamant, de la minorité, la reconnaissance du pouvoir en place, comme si celui-ci doutait de sa légitimité, et une opposition convaincue que la seule motivation de ses adversaires est l'appât du gain.

Les amis de Messaoud Ould Boulkheir, Ahmed Ould Daddah, Mohamed Ould Maouloud et consorts ont mis sur pied une Coordination de l'Opposition Démocratique (COD). Un regroupement dont l'objectif est de "mobiliser le peuple" confronté à des difficultés de toutes sortes "contre la dictature".

Répliquant du tac au tac, la majorité a fondé sa propre coalition. Cadre organisationnel pour soutenir la mise en œuvre du programme du président de la République et corriger les imperfections liées au flou d'une mouvance majoritaire informelle, assez fantomatique dans l'arène politique et médiatique. La communication est devenue indispensable dans l'action politique. Or, elle semble, en Mauritanie, totalement laissée à l'initiative d'une opposition à l'activité (à la parole) débordante.

Risques de confrontation

Toujours aussi éloignées des opportunités du dialogue inclusif et affûtant, chacune, ses armes, majorité et opposition jouent aux apprentis sorciers, privilégiant la confrontation. La COD critiquera, de manière indistincte, toutes les actes et les actions du gouvernement, des pires aux meilleures. En face, une CPM, non pas inspiratrice des actions du pouvoir, à l'écoute des besoins populaires, mais, bien plutôt, justificatrice, a posteriori, de celles-ci, y compris les plus contestables. A ce raidissement politique, vient s'ajouter une donne sociale lourde de menaces: la grève générale annoncée, pour les 15, 16 et 17 mars prochains, par les plus importantes centrales syndicales du pays: l'Union des Travailleurs de Mauritanie (UTM), la Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie (CGTM), la Confédération Libre des Travailleurs de Mauritanie (CLTM), la Confédération Nationale des Travailleurs de Mauritanie (CNTM) et un certain nombre de syndicats professionnels.

Partant du constat de la condition catastrophique des travailleurs, vieille frustration accentuée par la récente attribution, jugée "dérisoire et inéquitable", des indemnités de transport aux fonctionnaires et agents de l'Etat, ces organisations réclament l'ouverture d'un dialogue entre partenaires sociaux. Semblant répondre à cette exigence, le Premier ministre Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, a reçu, la semaine dernière, les représentants d'un certain nombre de "syndicats professionnels". Mais on ne retrouve, parmi ceux-là, aucun animateur des centrales les plus connues. Interrogé sur cette étrangeté, lors de sa dernière conférence de presse, le jeudi 4 mars, le PM est resté vague, en rappelant, tout juste, que le gouvernement est "ouvert au dialogue" et "prêt à recevoir tous ceux qui en feraient la demande". En fait, il dégage en touche, en évacuant la question de fond par une réponse soigneusement enveloppée dans la langue de bois.

Tout en exprimant leur adhésion au principe de la concertation, l'UTM, la CGTM, la CLTM, la CNTM et trois formations syndicales professionnelles crient leur "étonnement" par rapport au choix du PM, qui a reçu, en audience, "des centrales n'ayant présenté ni plate-forme revendicative ni préavis de grève, esquivant les organisations syndicales les plus représentatives qui ont présenté, elles, des plates-formes revendicatives dont la dernière en date est accompagnée d'un préavis de grève." Selon ces organisations contestatrices, le gouvernement ne cherche, par cette manœuvre, qu'à "diviser pour régner". Elles déplorent l'entêtement et la fuite en avant des autorités, maintiennent le préavis de grève et "tiennent le gouvernement pour responsable de toutes les conséquences qui peuvent en découler."

Tout cela sent le soufre et annonce une saison politico-sociale très agitée, en Mauritanie, avec des risques évidents de confrontation. La crise, multiforme, ne cesse de s'étendre. Une tourmente devant laquelle le pouvoir, l'opposition, la société civile et les populations sont désarmés, justement à cause d'une totale absence de perspectives, pour sortir du long tunnel. La déprime est profonde et signe l'échec, patent, d'un gouvernement incapable d'améliorer les conditions de vie des populations.

Pour occulter cette réalité dont tous les termes renvoient à un fiasco économique et social, l'équipe de Moulaye Ould Mohamed Laghdaf plonge, rageusement, dans le thème, trop facile, de l'arabité de la Mauritanie. Une qualité qui n'est, au demeurant, contestée par personne. Cela s'appelle de la diversion. Mais la démarche risque de (re)conduire à une vision désespérément réductrice, limitant le pays à sa seule dimension arabe. Avec le danger de réveiller les vieux démons qui rôdent, toujours, autour de la maison, après l'avoir envahie, pendant les années 1990. Mohamed Ould Abdel Aziz a clairement exprimé sa volonté de mener un combat inlassable contre ceux-ci: fasse le Seigneur de la concorde qu'il ne l'oublie jamais.